

Dépôt: Mme Stéphanie Empain  
Groupes politiques DP – déi greng - LSAP

Luxembourg, le 11 mars 2020

4

## MOTION

Heure d'actualité au sujet de l'organisation de la sécurité publique

La Chambre des Député-e-s,

- Considérant qu'une des missions essentielles de l'Etat est de garantir la sécurité de ses citoyens ;
- Considérant la situation préoccupante, quant au sentiment d'insécurité croissant rencontré par les habitants de plusieurs communes du Grand-Duché de Luxembourg, dont notamment la Ville de Luxembourg dans les quartiers de la Gare et de Bonnevoie et les Villes de Differdange, d'Esch-sur-Alzette et d'Ettelbruck ;
- Considérant qu'une participation et une collaboration entre les autorités communales et les autorités nationales, à savoir le Ministre de la Sécurité intérieure, la Ministre de la Justice, la Ministre de l'Intérieur, la Ministre de la Santé, la Ministre de la Famille, le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse, le Ministre de l'immigration, ainsi que toutes les institutions agissant dans le cadre de la prévention, sont nécessaires afin de trouver des solutions pérennes à la problématique de l'insécurité ;
- Constatant que le manque d'effectifs présente toujours un défi qui limite le renforcement de la présence policière sur le terrain ;
- Saluant dans ce contexte le plan de recrutement 2020-2022 qui vise à pallier le manque d'effectifs au sein de la Police grand-ducale, par un renforcement de 621 agents policiers et de 240 personnes relevant du cadre civil de la Police grand-ducale ;
- Saluant par ailleurs l'annonce faite quant à la mise en place de nouvelles mesures visant la modernisation du fonctionnement de la Police grand-ducale, notamment par le biais de la digitalisation généralisée des différents services ;
- Considérant l'importance d'infrastructures d'aide et d'encadrement de personnes vivant dans la précarité, et notamment des personnes toxicodépendantes, décentralisées au niveau national et local ;
- Saluant dans ce contexte l'annonce que des efforts supplémentaires seront entrepris dans le cadre du plan national en matière de drogues et d'addictions associées ;

- à mettre en œuvre les actions prévues dans le Plan d'action national drogues illicites 2020-2024 ;
- à soutenir les communes dans la mise en place d'une offre décentralisée de structures d'accueil bas-seuil pour les personnes vivant dans la précarité ;
- à prévoir de nouvelles possibilités d'intervention de la Police grand-ducale en matière de maintien de l'ordre public, telles que « l'injonction d'éloignement » en cas d'obstruction des entrées d'immeubles, tout en veillant à mettre en place des mesures sociales adaptées ;
- à présenter, dans les meilleurs délais, les amendements gouvernementaux relatifs au projet de loi n°7126 visant entre autres à élargir les compétences des agents communaux en matière de police administrative afin de leur permettre d'intervenir d'avantage dans le maintien de l'ordre et ainsi soulager en partie le travail de la Police grand-ducale.
- à associer la Chambre des député-e-s à l'élaboration d'un projet de loi visant à préciser la loi modifiée du 12 novembre 2002 relative aux activités privées de gardiennage et de surveillance notamment quant aux activités pouvant être exercées par les sociétés privées de gardiennage;
- à prévoir le cas échéant un projet de loi visant à préciser l'article 142 de la loi modifiée du 29 août 2008 portant sur la libre circulation des personnes et l'immigration en matière de décision d'éloignement ;

  
STÉPHANIE ERPAÏN

  
LYDIE POLFER

  
Dan Biancalano